



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 36 - vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2010

### Dans ce numéro :

- Regrouper, construire, élargir le mouvement vers la grève générale
- Quelles réponses à la crise ? A propos du "manifeste des économistes atterrés"

## Regrouper, construire, élargir le mouvement vers la grève générale

Malgré le vote de la loi au parlement, la journée de grève et de manifestations du 23 septembre a confirmé la profondeur du mouvement contre la réforme Woerth-Sarkozy : 3 millions de manifestants dans 232 villes. Le mouvement se renforce même au niveau du nombre de cortèges puisqu'il y en avait 220 le 7 septembre. S'il y a eu un petit peu moins de grévistes dans le public, les cortèges témoignaient d'une présence plus forte du privé, mais aussi de jeunes, avec des mots d'ordre plus combatifs sur l'exigence du retrait de la loi ou sur la grève générale. Ce succès, face au pouvoir qui comptait bien avoir entamé la combativité du monde du travail après la mascarade parlementaire du 15 septembre, vient renforcer le mouvement et lui donne confiance pour la suite.

La politisation s'approfondit face au gouvernement, sur les objectifs de la lutte, les voies et les moyens pour lui imposer une réelle défaite. A la SNCF, à Total, dans la Chimie, des équipes militantes ont pris des initiatives pour reconduire la grève, appelant à bloquer le pays pour faire céder ce gouvernement illégitime des riches par les riches. La question de la reconductible est maintenant posée, se discute plus largement parmi les équipes militantes, les AG, d'autant que le gouvernement durcit sa position.

### Sarkozy veut l'affrontement... mais est déjà dépassé par le mouvement

Sarkozy avait tenté de reprendre la main, profitant de l'absence d'initiative sérieuse de l'intersyndicale au moment du passage de la loi à l'Assemblée nationale. Le 23 septembre, il lui fallait un reflux des manifestants pour marquer l'essai... ce que le gouvernement s'est empressé d'annoncer avant même que les manifestations ne se soient déroulées ! Woerth y est allé de son refrain sur la « *décélération* » du mouvement et Chatel en a même rajouté : « *En première analyse, cela signifie que soit les Français considèrent que tout cela est déjà derrière eux, soit qu'ils adhèrent davantage au projet de réforme des retraites, soit les deux* ». Par cette provocation grossière, Sarkozy veut affirmer qu'il ne bougera pas, qu'il est prêt à l'affrontement.

Devant les parlementaires UMP, Fillon a lui aussi donné le ton en déclarant : « *Il faut répondre calmement à la rue (...), mais gouverner la France c'est aussi parfois savoir dire non. Non (...), nous ne retirerons pas ce projet de réforme car il est nécessaire et il est raisonnable* ». Quant aux parlementaires tentés de se démarquer un minimum pour sauver leur place, l'heure est à serrer les rangs : « *Personne, parmi nous, ne doit céder et ne cédera à cette nervosité ambiante. Personne ne doit dissocier son avenir personnel de notre sort commun* »... tant les ambitions et les rivalités des uns et des autres continuent d'alimenter la crise de la droite.

Continuant son offensive, le gouvernement vient même d'annoncer un plan de 2,5 milliards d'économies sur la branche maladie de la Sécurité sociale avec notamment le passage à 30 % au lieu de 35 % du remboursement des médicaments dont le service médical rendu est arbitrairement jugé insuffisant, sans parler des économies sur le dos des malades victimes d'affection longue durée. Et il s'agit là d'une première étape, comme le dit un parlementaire UMP, après les retraites « *l'assurance maladie devra être notre nouveau chantier* » !

Mais loin de l'affaiblir, cette politique renforce la révolte contre le gouvernement et la conscience qu'il faut imposer dans la rue et dans les luttes un vrai rapport de force. Sarkozy pensait avoir paralysé les manifestants par sa politique du « *dialogue social* » vis-à-vis des directions syndicales. Mais maintenant qu'il veut l'affrontement pour imposer sa contre-

***Débat révolutionnaire*** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

réforme, le voilà déjà dépassé par la profondeur du mouvement... et les chiffres truqués du nombre de manifestants ne font que renforcer encore la détermination de ceux qui veulent se battre. L'affrontement est à un tel niveau qu'il lui échappe.

### **Le mouvement se renforce et se politise**

D'une certaine manière, il échappe aussi aux directions des grandes confédérations syndicales qui refusent cet affrontement qu'il serait possible de gagner alors que le pouvoir est en position de fragilité.

Juste avant le 23 septembre, Grignard de la CFDT donnait le ton en prédisant « *Les manifestations devraient être d'un bon niveau. Mais les taux de grévistes pourraient baisser, car les grèves à répétition coûtent cher aux salariés* ». Chèreque quant à lui combattait une radicalisation de la lutte en déclarant « *ceux qui veulent radicaliser le mouvement, appeler à la grève générale, souvent veulent rentrer dans une démarche politique, d'opposition globale avec le gouvernement. Or la force de ce mouvement, c'est qu'il n'est pas politique mais social. On a une force tranquille, utilisons cette force* ». Pas politique la direction de la CFDT, elle qui a repris des liens étroits avec le PS et Terra Nova pour préparer une future réforme des retraites intégrant l'augmentation des annuités en fonction de « *l'espérance de vie* » ?

Thibault, tenant à tout prix à maintenir un front avec la CFDT, prévient le gouvernement que s'il continue... il y aura une « *crise de grande ampleur* », alors qu'il s'agit d'affirmer toute la légitimité de construire le rapport de force face au pouvoir du fric, c'est-à-dire appeler à construire un mouvement d'ensemble, une grève générale capable de les faire céder.

Cette politique se retrouve au niveau de l'intersyndicale qui se refuse toujours, dans son dernier communiqué (non signé par Solidaires et FO), à appeler au retrait de la loi en réclamant un « *véritable débat* » et qui appelle à renforcer le mouvement « *au cas où les parlementaires ne prendraient pas en compte ce qui s'est exprimé dans l'action* »... comme si le gouvernement n'avait pas répondu aux manifestants.

Les directions des grandes confédérations syndicales pensent ainsi accompagner, tout en épuisant le mouvement, en restant dans le flou et les ambiguïtés sur les buts et en refusant l'affrontement alors que le pouvoir dit clairement ses intentions. Mais le mouvement s'est renforcé. En fixant les dates des prochaines mobilisations, elles lui donnent des rendez-vous qu'il utilise comme autant de moyens pour se construire.

Ce mouvement n'est pas un raz de marée mais une lame de fond qu'il faut, de l'intérieur, organiser, armer politiquement. Une lame de fond qui, probablement, est bien loin d'avoir atteint ses limites...

### **Avoir une politique pour construire le mouvement à la base**

Le débat sur la grève reconductible s'élargit. Les initiatives de Solidaires à la SNCF comme ses prises de position sur le retrait et l'affrontement central face à Sarkozy entraînent des militants d'autres syndicats à faire pression sur leur propre direction. Dans la CGT, l'argument de l'unité syndicale pour masquer les reculades tient de moins en moins, d'autant que Chèreque prend lui de plus en plus d'assurance pour formuler sa politique d'amendements à la marge de la loi.

Un appel intersyndical pour la grève générale circule, appelant à faire le bilan des manifestations de 2009 : « *ne recommençons pas la même chose en 2010. Mars, mai, juin, septembre, nous étions des millions dans la rue ; cela crée un rapport de force, mais il faut maintenant l'utiliser, assumer l'affrontement social... c'est ce qui nous permettra de gagner* ».

A partir des deux dates du 2 octobre et du 12 octobre, des initiatives se prennent pour construire la grève reconductible. Après la fédération de la Chimie, plusieurs Unions départementales CGT appellent à prendre des initiatives pour la construire dans la foulée du 2 octobre. Des équipes militantes s'emparent ainsi de ces deux dates, en comptant sur l'effet dynamique d'une manifestation plus large le samedi avec la présence des secteurs où la grève est plus difficile, pour construire la reconduction de la grève à une échelle plus large le 12 octobre.

Dans cette situation, il s'agit de renforcer les équipes militantes, les collectifs démocratiques pour la lutte, en donnant confiance dans les possibilités du mouvement, en regroupant à la base ceux qui veulent préparer la grève générale.

Cette tâche signifie défendre une politique permettant au mouvement de gagner son indépendance face à tous ceux qui voudraient le contenir dans le « dialogue social » ou les cadres institutionnels. Oui, il faut faire de la politique, car la question des retraites pose le problème de la lutte face au pouvoir. Mais pas la politique de ceux qui voudraient l'enfermer dans l'impasse des institutions via un référendum ou l'alternance de 2012. Le PS de DSK, patron du FMI qui justifie la politique de Sarkozy sur les retraites, continuera la même politique au service des classes dominantes, comme en Espagne, en Grèce ou au Portugal.

Pour reconduire la grève, il faut penser que l'on peut gagner face à Sarkozy par les méthodes de la lutte de classe. Cela signifie être prêt à aller au bout de l'affrontement, assumer la crise politique que cela entraînera inévitablement. C'est ce que craignent les directions des grandes confédérations syndicales, moulées dans le jeu institutionnel du « dialogue social » et intéressées à la défense de leurs propres intérêts d'appareil.

Vouloir imposer le retrait du projet de loi sur les retraites implique de donner toute sa dimension politique à la lutte, à la

---

perspective de la grève générale, celle d'un affrontement avec le pouvoir pour faire valoir les droits des travailleurs contre ceux de l'oligarchie financière.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

## Quelles réponses à la crise ? A propos du "manifeste des économistes atterrés"

Quatre économistes [1] viennent de rédiger et de soumettre au débat et à la signature de leurs « collègues » un manifeste qu'ils ont intitulé « *manifeste d'économistes atterrés* ».

Ce texte vient à point nommé, alors que le gouvernement français vient de présenter un projet de budget pour 2011 qui est un véritable plan d'austérité, que les gouvernements portugais, espagnol, etc. font de même, conforter le combat de tout ceux qui non seulement ne se résignent pas à subir cette politique mais sont convaincus que loin de nous sortir de la crise, elle l'approfondit. Car ce qui « atterre » les auteurs – même si on peut penser qu'il n'y a pas lieu d'être consterné ou abattu-, c'est qu'après deux ans de crise, rien n'a changé dans les politiques des gouvernements, et que les mêmes mesures qui ont conduit à la crise continuent à être appliquées et ne peuvent qu'aggraver la situation, particulièrement en Europe.

Ils souhaitent lancer un débat avec leurs collègues économistes, confronter leurs « *points de vue sur les stratégies de sortie de crise* ». Ils font la critique de « *10 fausses évidences* » dans lesquelles se concentre la propagande mensongère des gouvernements et des économistes au service de la grande bourgeoisie financière, et accompagnent cette critique de 22 mesures qu'ils soumettent au débat et qui seraient, selon eux, susceptibles de trouver une issue à la crise. Ces mesures s'inscrivent de fait dans une logique que l'on peut caractériser d'antilibérale, et c'est pourquoi, tout en se félicitant du soutien que les analyses et les arguments que contient ce manifeste viennent apporter au combat contre les mensonges et les méfaits du pouvoir en place, sa parution invite au débat...

### Les limites d'une approche antilibérale de la crise

Dès la première phrase de leur présentation, les auteurs écrivent : « *La crise économique et financière qui a ébranlé le monde en 2008 ne semble pas avoir affaibli la domination des schémas de pensée qui orientent les politiques économiques depuis trente ans* ».

Un tel raccourci, qui attribue à des « *schémas de pensée* » l'orientation de la politique économique des trente dernières années introduit une certaine confusion. Si on la prend au pied de la lettre, elle laisse entendre que, d'une façon générale, l'évolution des sociétés découlerait de la mise en œuvre de « théories » préétablies, de « *modèles de croissance* ». En poussant le raisonnement, cela signifierait que si le monde se heurte aujourd'hui à la pire des crises de son histoire, c'est parce qu'au début des années 1980, les gouvernements des grandes puissances, à la suite de Reagan et Thatcher, ont fait le choix arbitraire et « idéologique » de mettre fin au « pacte social » des « Trente glorieuses » pour soumettre le monde à un « modèle néolibéral » concocté par quelques économistes réactionnaires.

Cela ne s'est, bien entendu, pas passé ainsi.

La période de croissance de l'après-guerre, qui est celle de la reconstruction mais aussi des guerres de libération coloniale, a débouché, dans les années 1970, sur une crise économique marquée par une baisse importante des taux de profit ainsi que par une augmentation considérable du chômage. Et c'est la volonté, pour la bourgeoisie, de trouver une issue à cette situation qui l'a conduite, au début des années 1980, il y a trente ans, à se lancer dans une offensive généralisée et brutale contre la classe ouvrière, tout en ouvrant ses frontières à la circulation des capitaux. Mais cette politique n'aurait eu que peu de chances d'aboutir si la bourgeoisie n'avait pas bénéficié d'un basculement du rapport de force social en sa faveur, du fait de l'affaiblissement d'une classe ouvrière brutalement frappée par un chômage massif. C'est cela qui a permis le succès de la politique des « libéraux » Thatcher et Reagan, suivis de près par les « socialistes » Mitterrand et Mauroy... Et qui a donné, a posteriori, leur « validité » aux « *schémas de pensée* » des théoriciens du néolibéralisme.

La période de mondialisation impérialiste ouverte en 1980 par la bourgeoisie pour sortir de l'impasse sur laquelle s'achevaient les « Trente glorieuses » débouche aujourd'hui sur une crise globalisée d'une ampleur sans précédent. Cela ne résulte bien évidemment pas d'un mauvais choix préalable de modèle de développement, c'est le résultat de l'évolution de la société, soumise au pouvoir d'un capitalisme dont les sommets sont constitués d'une minorité de grands dirigeants financiers qui ont concentré entre leurs mains tous les leviers de contrôle de l'économie mondiale, à travers une guerre de classe pour les profits facilitée par un contexte politique marqué, entre autres, par un rapport de force social très favorable à la bourgeoisie, du fait de l'affaiblissement général du mouvement ouvrier.

La « *domination des schémas de pensée qui orientent les politiques économiques* » reflète tout simplement la domination politique et économique sans limite qu'a réussi à imposer sur le monde cette caste parasitaire. Et si les dirigeants politiques aux ordres s'accrochent actuellement, plus que jamais et en dépit du « bons sens », à ces « *schémas de pensée* », cela n'est pas par aveuglement idéologique, mais parce qu'y renoncer serait, pour la grande bourgeoisie financière, renoncer à sa propre domination. Pour la classe dominante, pour les gouvernements qui la servent, il n'y a aujourd'hui qu'un seul schéma de pensée possible, même s'il conduit dans le mur, parce qu'il y va du maintien de sa domination. Le libre arbitre n'a guère de place en la matière.

C'est pourquoi il est tout aussi illusoire d'imaginer pouvoir revenir au « pacte social » de l'après-guerre que de penser « dépasser » le capitalisme financiarisé et mondialisé d'aujourd'hui en lui appliquant des mesures sensées le réguler, le rendre plus humain.

---

C'est pourtant ce qu'envisagent, au fond, les auteurs du texte à travers leurs 22 mesures. Pour ne prendre qu'un exemple, les quatre premières qu'ils proposent, en réponse à la « *fausse évidence n° 1 : les marchés financiers sont efficaces* » sont : « 1 : cloisonner strictement les marchés financiers et les activités des acteurs financiers, interdire aux banques de spéculer pour leur compte propre, pour éviter la propagation des bulles et des krachs - 2 : réduire la liquidité et la spéculation déstabilisatrice par des contrôles sur les mouvements de capitaux et des taxes sur les transactions financières - 3 : limiter les transactions financières à celles répondant aux besoins de l'économie réelle (ex.: CDS uniquement pour les détenteurs des titres assurés, etc.) - 4 : plafonner la rémunération des traders. »

Ces mesures prétendent à définir des règles d'encadrement, des règles de régulation, mais ne remettent pas en cause l'organisation financière de la société. C'est la manifestation de l'idée sous jacente qu'un capitalisme « non libéral » serait possible, à condition que le pouvoir politique impose son contrôle sur le fonctionnement des institutions financières.

Cela pose, bien évidemment, la question du pouvoir politique. Dire que le fonctionnement économique du monde n'est pas le résultat de l'application de « modèles » préétablis ne veut naturellement pas dire que les choix politiques n'ont aucun rôle à jouer dans l'histoire. Les « lois » de l'économie ne s'imposent pas de façon immanente, comme le prétendent patrons et gouvernements, qui nous expliquent qu'il n'y aurait rien d'autre à faire qu'attendre que ça passe, tout en acceptant sans broncher de payer la facture.

Pour les auteurs du manifeste, il est clair que la situation de crise dans laquelle nous sommes n'est pas une fatalité, qu'on peut y faire quelque chose, que c'est une question de choix politique, et c'est pourquoi ils mettent leur texte et les mesures qu'ils proposent pour sortir de la crise au débat. Mais, en ne disant pas un mot du contexte politique dans lequel ils envisagent la mise en œuvre de ces mesures, ils leur donnent de fait le sens de conseils d'experts donnés aux hommes et femmes politiques -en place ou postulant à y accéder dans le cadre des futures échéances électorales-, pour qu'ils redressent la barre.

Ce faisant, ils condamnent leurs mesures à rester dans le domaine des vœux pieux, car si les gouvernements poursuivent leur politique « atterrante », ça n'est ni par ignorance, ni par « idéologie ». L'État et ses institutions ne sont pas socialement neutres, ne sont pas au dessus des classes, mais sont organisés pour servir les intérêts d'une classe sociale, en l'occurrence celle de la grande bourgeoisie, celle des grands financiers, des grands patrons de multinationales. Et dans ces conditions, les convictions politiques, aussi sincères soient-elles, n'ont pas d'autre choix que de se plier au pouvoir de la classe dominante... ou se démettre. Et cela d'autant plus que, comme dit plus haut, la grande bourgeoisie n'a pas vraiment d'autre solution dans le contexte actuel que de persister dans ses « schémas de pensée », à moins de remettre elle-même en cause ses schémas de... domination.

Mettre fin à cette politique aberrante, mettre fin au dictat de la finance sur le fonctionnement de la société impose que l'on mette fin à son pouvoir politique. Cela ne peut se faire que par un affrontement de classe, les classes laborieuses organisées opposant leur propre pouvoir à celui de la bourgeoisie et instituant un gouvernement démocratique des travailleurs et de leurs organisations, un pouvoir de classe qui devra inventer son propre État, des institutions nouvelles, au service des intérêts de tou(te)s.

Bien sûr, une telle perspective n'est concevable que sur la base d'un renversement complet des rapports de force sociaux, s'appuyant sur une mobilisation des classes populaires pour imposer la satisfaction de leurs propres exigences, à commencer par le refus de faire les frais de la crise. Cela peut sembler utopique, mais cela l'est en réalité bien moins que penser imposer une régulation au capitalisme dans le cadre de ses propres institutions étatiques...

## La sortie de la crise est dans la lutte des classes...

La présentation par le gouvernement du budget d'austérité de 2011 est une provocation qui s'ajoute à toutes les autres. Alors que les entreprises du CAC 40 affichent leurs milliards de profit, et tandis que la réforme des retraites suit son cours parlementaire, on nous annonce déjà le prochain coup : ce sera l'assurance maladie, de nouveaux médicaments non remboursés, l'augmentation du forfait hospitalier... Partout en Europe, comme en France, les gouvernements surenchérisent sur l'austérité, sur le montant de la facture qu'ils prétendent faire payer aux populations pour couvrir les frais de leur soutien indéfectible aux banques et aux margoulin's de la spéculation.

Mais ils se heurtent à la montée de la contestation sociale, comme l'ont montré les manifestations récentes, en France, contre la réforme des retraites, contre la politique xénophobe du gouvernement, mais aussi mercredi en Espagne, à Bruxelles,... Comme le montrent aussi les luttes des salariés de nombreuses entreprises contre les menaces sur leurs salaires, leurs conditions de travail, leur emploi...

Les termes d'un véritable affrontement politique sont là, entre un patronat et des gouvernements qui ne veulent rien lâcher de leur offensive, et un monde du travail qui prend conscience qu'il n'y a pas d'autre solution, pour mettre un terme à la fuite en avant dans la dégradation sociale que la grève, les manifestations, le pouvoir de la rue.

L'enjeu, pour un mouvement social qui est encore atomisé, dispersé entre ses divers combats, est de s'unifier, de s'organiser, de se donner un programme. La première des urgences consiste bien évidemment à s'opposer collectivement, pied à pied, aux mesures d'austérités : refuser de payer la crise, exiger le retrait des contre-réformes en cours. Mais au-delà, il faut inverser la logique. À l'austérité que veulent nous imposer les patrons, opposer nos propres exigences, une autre répartition de richesses dont l'affichage indécemment des résultats du CAC40, des ristournes du bouclier fiscal, des bonus et parachutes dorés nous prouvent bien qu'elles existent. Parmi toutes les mesures urgentes à imposer, il y a l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, la question des salaires, etc.

Cela passe bien sûr par l'approfondissement des mobilisations en cours. Mais la capacité à s'organiser, à diriger démocratiquement le mouvement, à lui donner une direction démocratique demande la prise de conscience, par le plus grand nombre de militants et de travailleurs, que ce qui est en train de se jouer n'est pas une simple « bataille économique » dont l'enjeu se bornerait à contraindre patrons et gouvernement à lâcher du lest. Dans la situation d'affrontement de classe direct dans laquelle nous sommes plongés, la « bataille économique » débouche inmanquablement sur la question du pouvoir, de la démocratie, de qui décide dans cette société. Et la réponse est simple, c'est eux ou nous... Et c'est ce qui fait que le processus même de la mobilisation sociale pour refuser de

---

payer pour une crise dont nous ne sommes pas responsables, pour refuser de nous laisser licencier, pour exiger des salaires nous permettant de vivre, etc., est porteur de la nécessité et des moyens de construire ce pouvoir démocratique, direct, dont nous avons besoin.

Ce pouvoir aurait alors les moyens de s'en prendre réellement aux racines du mal qui frappe la société et la conduit dans le mur : la propriété privée des grands moyens de production et d'échange rassemblée entre les mains d'une poignée d'individus ; l'anarchie dévastatrice, aussi bien au plan social qu'écologique, d'une économie régie par la concurrence et des « lois » de marchés qui n'ont pas d'autre raison d'être que la recherche permanente du profit maximum.

La première des urgences est bien entendu d'en finir avec le problème de la dette, qui met non seulement certains pays à la merci des spéculateurs, mais sert aussi de prétexte aux gouvernements pour accentuer leur politique d'austérité.

Les auteurs du manifeste ont tout à fait raison de dénoncer l'imposture qui consiste à prétendre que la dette publique proviendrait d'un excédent des dépenses sociales et que le remède passerait par une diminution drastique de ces dernières. Le seul véritable excédent de dépenses, c'est celui qui résulte des milliards consacrés à « sauver » les banques, tandis que les recettes publiques n'ont cessé de diminuer, du fait de la baisse des entrées fiscales pour cause de récession, mais aussi des multiples cadeaux, exonérations et autres boucliers fiscaux accordés aux plus riches par le gouvernement. Et ils ont également raison de dénoncer le rôle dévastateur des marchés obligataires et de la spéculation dont ils sont le siège, le tout orchestré par des agences de notation dont « l'indépendance » est plus que suspecte...

Mais le mécanisme de la dette est avant tout un procédé de siphonage des richesses produites par le travail aussi vieux que le capitalisme lui-même. Ce procédé est devenu, avec la financiarisation de l'économie et la complicité active des États, un des moyens principaux d'extorsion du travail humain au profit de la bourgeoisie financière : crédit aux entreprises qui lui permet de capter, sous forme d'intérêts, une partie de la plus-value issue de l'exploitation salariale ; crédit à la consommation qui lui permet de récupérer, sous forme d'intérêts, une part des salaires ou des revenus du travail ; crédit aux États qui lui permet de s'approprier, sous forme d'intérêts, une part toujours plus importante du budget de l'État, autrement dit du produit des impôts et des taxes de toute sorte qui pèsent lourdement sur les classes populaires.

Dire que ces intérêts sont la juste rémunération du service qu'assurent les banques en prêtant de l'argent qu'elles auraient en dépôt ou en fonds propres est une « fausse évidence » de plus. L'accord récent dit « Bâle 3 » dont Lagarde vient de se vanter qu'il permettrait de mettre le système financier à l'abri d'une nouvelle catastrophe permet de se faire une idée précise de ce que vaut réellement l'argent que prêtent les banques : les fonds propres devront représenter au moins 7% de l'ensemble des opérations de marché ou de crédit qu'elles réalisent. Dit autrement, les banques peuvent prêter en toute légalité 14 fois plus qu'elles ne possèdent réellement. Ceci sans compter sur les multiples « innovations financières » dont elles ont le secret pour s'émanciper de la loi tout en la respectant...

La vérité, c'est que les banques prêtent de l'argent qu'elles ne possèdent pas. Mais les intérêts qu'elles en tirent, eux, ont une valeur bien réelle pour ceux qui les versent : c'est, pour l'essentiel, directement ou indirectement, de l'argent ponctionné sur les salaires, les revenus du travail. Autant de moins pour vivre... C'est pourquoi la dette publique est illégitime, et c'est en toute logique qu'il faut l'annuler, tout en prenant les mesures nécessaires pour que les petits épargnants, en particulier ceux qui ont confié leurs économies à des banques en échange de « paniers de titres », ne soient pas spoliés.

## **Des exigences des travailleurs à la contestation du pouvoir de l'oligarchie financière**

Cette question de la dette donne, de fait, toute sa dimension politique à la question sociale. Elle met au premier plan la collusion du pouvoir politique et de l'oligarchie financière, la nature de classe de l'État. Elle déplace le terrain du jeu politique : le jeu parlementaire tourne au grand guignol, la politique de « dialogue social » à laquelle voudraient pourtant s'accrocher les grandes confédérations syndicales est vidée de tout contenu... Nombreux sont ceux qui sont déstabilisés, parce que la question de la dette oblige à aller plus loin, à poser la question du pouvoir, une question dont la réponse ne peut venir que de la lutte sociale.

Pas seulement parce que seule la lutte sociale pourrait arracher des concessions au pouvoir, un allègement des plans d'austérité, le retrait d'une contre-réforme, mais parce que ces luttes sociales, ces mobilisations pour satisfaire les exigences immédiates des travailleurs, en se heurtant au pouvoir en place, prennent le sens d'un affrontement politique qui pose directement la question de qui décide dans la société, de la grande majorité qui produit toutes les richesses ou de la minorité de parasites financiers qui se les approprie et conduit la société à la ruine. Et c'est dans cet affrontement social que doit et peut se régler cette question centrale du pouvoir politique, le nouvel État, le pouvoir démocratique des travailleurs, ses institutions, émanant des moyens que se donnent les travailleurs mobilisés pour construire leur lutte, la soutenir matériellement, la diriger démocratiquement.

Il n'y a pas d'autre voie raisonnable possible pour répondre à la crise, c'est-à-dire, en fin de compte, pour non seulement régler la question de la dette, mais aussi mettre fin à la main mise de la grande bourgeoisie financière sur l'économie, en expropriant les banquiers et des grands actionnaires des multinationales ; en constituant un service financier public, placé sous le contrôle des salariés et de la population ; en interdisant les Bourses et autres terrains de spéculation financière...

Pour en revenir au sujet du débat, il met en évidence, en définitive, le point fondamental de divergence entre antilibéraux et anticapitalistes : pour les premiers, il y aurait une issue possible à la crise dans le cadre des institutions, pour les seconds, tout réside dans l'intervention des travailleurs.

*Daniel Minvielle*

[1] Philippe Askenazy (CNRS, Ecole d'économie de Paris), Thomas Coutrot (Conseil scientifique d'Attac), André Orléan (CNRS, EHESS, président de l'AFEP), Henri Sterdyniak (OFCE) - [www.economistes-atterres.blogspot.com](http://www.economistes-atterres.blogspot.com)

**Au sommaire**